

La Confederazione generale italiana del lavoro et l'Union générale des travailleurs algériens

Circulations, solidarité, autonomie (1956-62)

Nicola Lamri

Mise en ligne : décembre 2024

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2024.060708>

Résumé

Dans cet article seront examinées les relations établies entre l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et la Confederazione generale italiana del lavoro (CGIL) pendant la guerre de décolonisation algérienne. En premier lieu, nous ferons le point sur l'établissement à Rome d'un bureau de liaison du syndicat, faisant de la capitale italienne la « plaque tournante » pour les déplacements des syndicalistes algériens en Europe. Deuxièmement, sera examinée la mobilisation promue par la CGIL en solidarité avec l'Algérie, se concentrant davantage sur les circulations qui ont lieu entre Tunis et Rome. Enfin, nous nous pencherons sur le soutien du syndicat italien à l'autonomie du mouvement syndical panafricain.

Mots clés : guerre d'Algérie ; syndicalisme ; histoire transnationale ; syndicalisme panafricain, anticolonialisme

The Confederazione Generale Italiana del Lavoro and the Union Générale des Travailleurs Algériens. Circulations, Solidarity, Self-determination (1956-62)

Abstract

This article examines the relationship between the Union générale des travailleurs algériens (UGTA) and the Confederazione generale italiana del lavoro (CGIL) during the Algerian decolonization war. Firstly, we will examine the establishment of a Union liaison office in Rome, which positioned the Italian capital as the « hub » for Algerian trade union movements in Europe. Secondly, we will examine the mobilization promoted in workplaces by the CGIL in solidarity with Algeria. In particular, we will focus on the circulations that took place between Tunis and Rome. Finally, we will examine the Italian union's support for the autonomy of the pan-African trade union movement.

Keywords: Algerian war; trade unionism; Pan African trade unionism; transnational history; anticolonialism



Soixante-deux ans après l'indépendance de l'Algérie, le rôle joué par les syndicats pendant la guerre de décolonisation qui secoua le pays nord-africain entre 1954 et 1962 demeure méconnu. Plusieurs facteurs expliquent cette zone d'ombre dans l'historiographie. En premier lieu, le problème de l'accès aux archives a représenté un obstacle majeur à la reconstitution rigoureuse de l'activité des syndicats algériens pendant la guerre. Dans le cas de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), l'absence d'archives syndicales accessibles au public a obligé les historiens à se tourner vers les mémoires des militants, des cadres et des dirigeants syndicaux. Publiés au fil des années 1990, les recueils de mémoires, témoignages et documents dirigés par les anciens cadres du syndicat, Mohamed Fares et Boualem Bourouiba, font autorité¹. En particulier, ce dernier parvient à reconstruire une chronique ponctuelle de l'activité de l'UGTA, dès sa fondation jusqu'à la période de consolidation de l'état algérien. De manière paradoxale, souligne son auteur, la source principale pour l'histoire du syndicat « ne s'est jamais voulue d'histoire »². Cette orientation a conduit à l'écriture d'une histoire ancrée dans des récits partisans, principalement fondés sur l'oralité ou la presse syndicale : un contexte dans lequel l'histoire au sens strict du terme peine à s'affirmer.

Une approche semblable a caractérisé bon nombre de travaux académiques consacrés à la principale centrale syndicale algérienne. Après la publication du travail pionnier de René Gallissot, qui porte sur les relations entre syndicalisme et nationalisme en Algérie³, l'économiste François Weiss rédige en 1970 la première étude systématique consacrée au syndicalisme algérien pendant la guerre d'indépendance, s'appuyant sur le travail du sociologue allemand Werner Plum, publié à la fin de la guerre et jamais traduit en français⁴. Cependant, même dans le cas de Weiss, il ne s'agit pas « de faire l'œuvre d'historien »⁵. Plus tard, la naissance du syndicalisme algérien sera examinée par Charles-Robert Ageron et Claude Liauzu. Néanmoins, leurs travaux sont datés et centrés sur l'analyse de la presse syndicale ou sur les sources orales⁶. Plus récemment, certaines publications sur l'UGTA ont vu le jour en Algérie, mais elles peinent à traverser la Méditerranée⁷. Dans certains cas, le recours aux archives des forces de sécurité coloniales a représenté une alternative efficace afin de contourner le silence des sources syndicales algériennes⁸. Dans d'autres, les historiens ont tenté de mettre en évidence les liens entre les organisations syndicales métropolitaines et les Algériens⁹. Cependant, les archives des syndicats français nous disent souvent moins sur le fonctionnement concret de l'UGTA, que sur les mobilisations contre la guerre qui eurent lieu dans l'Hexagone.

Au sein des archives romaines de la CGIL nous retrouvons les traces de l'activité de l'UGTA à l'échelle internationale. Les échanges entre les syndicalistes italiens et les Algériens fournissent un aperçu de l'activité de ces derniers au-delà des frontières franco-algériennes, orientée principalement vers la recherche de soutien logistique et financier, ainsi que des formes de solidarité qui se développent dans la Péninsule au bénéfice des travailleurs algériens. Il est ainsi possible de plonger dans une histoire à la fois « intérieure » de l'UGTA, du fonctionnement du secrétariat installé à Tunis et de sa ramification marocaine, ainsi que des perceptions suscitées par celle-ci au-delà des frontières franco-maghrébines¹⁰. Si l'analyse des sources romaines n'arrive pas à pallier l'absence d'archives officielles de la centrale syndicale algérienne, elle permet néanmoins de

¹ Fares Mohamed (1991), *Aissat Idir. Documents et témoignages sur le syndicalisme algérien*, Alger, Enap/Enal ; Bourouiba Boualem (1998), *Les syndicalistes algériens. Leur combat. De l'éveil à la libération*, Paris, L'Harmattan.

² Bourouiba Boualem (2001), « Réponse de B. Bourouiba. Mise au point », *NAQD*, 14-15, pp. 227-228.

³ Gallissot René (1969), « Syndicalisme et nationalisme : la fondation de l'Union générale des travailleurs algériens, ou du syndicalisme C.G.T. au syndicalisme algérien (1954-1956-1958) », *Le Mouvement social*, 66, pp. 7-50.

⁴ Plum Werner (1962), *Gewerkschaften im Maghreb. U.G.T.A.-U.M.T.-U.G.T.A* [Les syndicats au Maghreb. U.G.T.A.-U.M.T.-U.G.T.A], Hanovre, Verl. für Literatur und Zeitgeschehen.

⁵ Weiss François (1970), *Doctrine et action syndicales en Algérie*, Paris, Cujas.

⁶ Ageron Charles-Robert (1989), « Vers un syndicalisme national en Algérie (1946-1956) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 36(3), pp. 450-463 ; Liauzu Claude, (1996), « Histoire du travail et du mouvement ouvrier au Maghreb », *Oriente Moderno*, 15 (76)(4), pp. 187-210.

⁷ Tel est le cas, par exemple, d'Azzi Abdelmadjid (2012), *Le mouvement syndical algérien à l'épreuve de l'indépendance*, Alger, Alger-livres, ou de Bouchama Kamel (2014), *Le mouvement ouvrier et syndical en Algérie 1884-1962*, Alger, Juba.

⁸ Voir par exemple Riceputi Fabrice (2022), « L'histoire occultée de la grève générale anticoloniale du FLN », *Orient XXI*, 14 novembre 2022. En ligne, consulté le 27 septembre 2024. URL : <https://orientxxi.info/magazine/l-histoire-occultee-de-la-greve-generale-anticoloniale-du-fln.6008>.

⁹ Branciard Michel (1984), *Un syndicat dans la guerre d'Algérie, la CFTC qui deviendra la CFDT*, Paris, Syros ; Bouayed Anissa (1985), « La CGT et la guerre d'Algérie », thèse de doctorat, Université Paris VII.

¹⁰ Nous empruntons la notion « d'histoire intérieure » de Gilbert Meynier. De plus, dans son analyse, l'UGTA est incluse parmi les « courroies de transmission » du FLN à l'échelle internationale : Meynier Gilbert (2002), *Histoire intérieure du FLN (1954-62)*, Paris, Fayard, pp. 510-529.

reconstruire une partie des circulations qui ont lieu pendant la guerre, alimentant de nouvelles formes de coopération syndicale à l'échelle transnationale sous le signe de la solidarité anticolonialiste. En déplaçant la focale sur l'axe Rome-Tunis, une nouvelle géographie de circulations syndicales transméditerranéennes semble prendre forme au fil des années de guerre. Au tournant des années 2010, les historiens ont commencé à explorer les liens entre la gauche italienne et les nationalistes algériens pendant la guerre de décolonisation¹¹. De nombreux travaux ont mis en lumière des aspects méconnus de l'engagement des Italiens pour l'indépendance de l'Algérie, comme la mobilisation des nouvelles générations de militants en faveur du FLN ou le débat sur le socialisme algérien après l'indépendance¹². Toutefois, malgré la prolifération des recherches concernant le rôle de l'Italie dans le mouvement transnational de solidarité avec l'Algérie, des zones d'ombre persistent : notamment l'action menée par les groupes intermédiaires, les organisations de masse, les intellectuels et les activistes de base.

Cet article explore les liens intersyndicaux qui se développent entre la CGIL et l'UGTA au cours des années de guerre. Il examine d'abord la création et l'enracinement de l'UGTA dans la Péninsule. Sous la supervision du représentant du FLN en Italie, Tayeb Boulahrouf, les nationalistes algériens font de la ville de Rome un véritable carrefour de leurs déplacements en Europe. En analysant la documentation conservée dans les archives du syndicat, cet article retrace les liens qui se forment entre les deux organisations grâce à la mobilisation contre la guerre. Il s'agit d'un mouvement transversal, qui touche à la fois les militants de base et les dirigeants de la plus grande centrale syndicale italienne, fruit de l'activité de propagande mise en place par les Algériens dans la Péninsule, dont la CGIL devient le porte-voix. Enfin, l'article examine le rôle de médiation joué par la CGIL au sein de la Fédération syndicale mondiale (FSM) en relation avec le débat sur le panafricanisme. Par l'intermédiaire de l'UGTA, l'Italie devient un pont entre syndicats européens et africains au sein de la centrale syndicale socialiste, favorisant ainsi le rapprochement avec les syndicalistes algériens.

Rome : « plaque tournante » de l'insurrection algérienne

Stéphane Mourlane s'est interrogé sur le rôle de « base arrière » que l'Italie aurait occupé dans la perspective géostratégique du FLN en Europe. En effet, la fréquence des visites des représentants du Front dans le territoire italien, encouragée par le laxisme des institutions, irrite les autorités françaises et semble ouvrir la voie à une sorte de reconnaissance « de facto » du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) de la part de l'État italien¹³. Cette attitude répondrait à deux enjeux principaux : ne pas afficher un soutien inconditionnel à la « ligne dogmatique » de Paris concernant la décolonisation de l'Algérie, et ne pas heurter les pays arabes qui assurent la protection des nationalistes algériens. En se focalisant moins sur les positionnements tactiques des organismes gouvernementaux et davantage sur la stratégie élaborée de manière autonome par le FLN sur la scène internationale, une autre hypothèse apparaît : celle d'un espace italien conçu comme un carrefour logistique plutôt que comme une « base arrière » du Front.

¹¹ Cresti Federico et Gregni Anna Maria (2003), « La guerra di liberazione algerina e l'Italia nella visione dei documenti diplomatici francesi », *Oriente Moderno*, 22(83), pp. 47-94 ; Ottolini Tullio (2018), « Dal soutien alla cooperazione. Il terzomondismo in Italia fra il Centro di Documentazione Frantz Fanon e il Movimento Liberazione e Sviluppo », thèse de doctorat, Université de Bologna ; Scotti Mariamargherita (2018), *Vita di Giovanni Pirelli. Fra cultura e impegno militante*, Roma, Donzelli ; Bagnato Bruna (2021), « Le Parti communiste italien, la gauche italienne et la guerre d'Algérie », in F. Blum, M. Di Maggio, G. Siracusano et S. Wolikow (dir.), *Les partis communistes occidentaux et l'Afrique. Une histoire mineure ?*, Paris, Hémisphères, pp. 145-162.

¹² Brazzoduro Andrea (2020), « Algeria, Antifascism, and Third Worldism : An Anticolonial Genealogy of the Western European New Left (Algeria, France, Italy, 1957-1975) », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 48(5), pp. 958-978 ; Roggero Catarina (2022), « The Italian Left and Ben Bella's Authoritarianism in Algeria, Between Unconditional Support and Faint Criticism (1962-1965) », *Journal of Asian and African Studies*, 58(6), pp. 975-1004 ; Lamri Nicola (2023), « Fra memoria della Resistenza e guerra di decolonizzazione algerina : gli italiani e la solidarietà a Henri e Gilberte Alleg », *Italia contemporanea*, 303, pp. 39-65.

¹³ Mourlane Stéphane (2005), « La guerre d'Algérie dans les relations franco-italiennes (1958-1962) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 217(1), p. 82. Pour ce qui concerne les relations diplomatiques entre le GPRA, le FLN et les institutions italiennes, voir Bagnato Bruna (2012), *L'Italia e la guerra d'Algeria (1954-1962)*, Soveria Mannelli, Rubbettino. Pour un aperçu sur la stratégie diplomatique du FLN à l'échelle internationale voir Connelly Matthew (2011), *L'arme secrète du FLN. Comment de Gaulle a perdu la guerre d'Algérie*, Paris, Payot.

Après avoir consolidé leur propre « sanctuaire » à Bonn, la capitale de l'Allemagne fédérale, avec des ramifications en Suisse et en Belgique¹⁴, l'Italie se présente comme l'espace idéal pour l'établissement d'un bureau de liaison entre l'Afrique du Nord et l'Europe. Le capitaine De Villepin met en avant cette idée lors de la conférence des services de renseignement de Baden-Oos, qui eut lieu pendant l'été 1959 :

L'Italie, plus particulièrement la ville de Rome, constitue pour le FLN une sorte de plaque tournante. Transit des personnes, acheminement des instructions du GPRA, trafic d'armes, telles sont les principales activités du Front en Italie, que dirige depuis l'ambassade de Tunisie à Rome un représentant permanent du FLN¹⁵.

Épuré de la rhétorique anticomuniste qui teinte le regard des officiers français pendant la Guerre froide, ce fragment éclaire les raisons ultimes de la présence algérienne dans la capitale italienne. La décision d'installer un bureau du FLN à Rome est favorisée par la complaisance de certaines forces politiques italiennes¹⁶, mais elle relève avant tout de l'agentivité des militants nationalistes algériens. La mise en relation avec les groupes anticolonialistes actifs dans la Péninsule n'advientra que dans un second temps.

Le service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), le renseignement extérieur français, suit de près l'évolution de la branche italienne du FLN. Dans une note émise le 6 octobre 1958, les agents signalaient pour la première fois l'existence d'une filiale du Front installée dans les locaux de l'ambassade de Tunisie, à Rome. Le représentant de ce bureau, encore en cours d'identification, répondrait au nom de « Belhadj » et résiderait au 9, rue Val Savio, dans le quartier de Montesacro. Son adjoint, Mustapha Aït Oumar¹⁷, logerait à la pension Gardenia, située à proximité de l'ambassade tunisienne. Il aurait pour mission :

De recevoir les Algériens qui transitent à Rome. Ceux-ci sont logés aux frais du FLN dans les pensions situées aux environs immédiats de l'ambassade de Tunisie. Tous les Algériens de passage à Rome sont munis d'un laissez-passer délivré par l'ambassade de Tunisie à Bonn. Ils sont généralement âgés de moins de trente ans. Ces Algériens semblent susceptibles d'avoir été recrutés en France ou en Allemagne pour être dirigés sur les camps d'instruction FLN de Tunisie¹⁸.

La véritable identité de « Belhadj » sera bientôt dévoilée. Il s'agit de Tayeb Boulahrouf, ancien dirigeant de la Fédération de France du FLN, envoyé à Rome pour s'occuper des liaisons. D'ailleurs, précisément rue Val Savio, un attentat à la bombe visant directement sa personne aura lieu moins d'un an plus tard, le 5 juillet 1959¹⁹.

Dans ce contexte, l'activité des syndicalistes algériens à Rome prend de l'ampleur. Les dirigeants de l'UGTA semblent suivre le schéma tracé par ceux du FLN en Europe. Boualem Bourouiba en fait mention de manière explicite dans ses mémoires, confirmant la notion de « plaque tournante » que le capitaine De Villepin avait attribuée à l'Italie en relation avec la perspective géostratégique du Front en Europe :

Après la Suisse et l'Allemagne, c'est l'Italie qui offrait les plus grands avantages. Graduellement la capitale italienne deviendra une plaque tournante pour tous les Algériens se dirigeant vers la Tunisie ou la quittant. C'est là que les passeports tunisiens seront établis. Munis de ces documents les militants UGTA, pourront se déplacer à travers le monde, sans problèmes majeurs, en évitant toutefois les pays sous contrôle français²⁰.

Cette conception de l'espace italien sera concrétisée par un accord officiel, signé par les représentants des bureaux internationaux des deux organisations syndicales en janvier 1959, lors d'une rencontre organisée

¹⁴ Von Bülow Mathilde (2016), *West Germany, Cold War, Europe and the Algerian War*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 12-20.

¹⁵ Archives diplomatiques françaises (ADF), Mission de liaison avec l'Algérie (Mla), 232QO 22, « «La rébellion algérienne. Exposé du Capitaine De Villepin», 20 juillet 1959 », Conférence de renseignements de Baden-Oos (29 juin-4 juillet 1959), tome I, fascicule n° 1, p. 16.

¹⁶ Voir Lamri Nicola (2024), « Antifasciste e antifascisti italiani di fronte alla guerra di decolonizzazione algerina », in G. Fulveti et A. Ventura (dir.), *Antifasciste e antifascisti. Storie, culture politiche e memorie dal fascismo alla Repubblica*, Rome, Viella, pp. 273-88.

¹⁷ Dans les archives du renseignement français, il est parfois incorrectement identifié comme Ait Ouarmar.

¹⁸ Service historique de l'Armée de terre (SHAT), 10 R 614, Activités de la représentation du FLN à Rome, note Sdece 11591/A, 6 octobre 1958.

¹⁹ Cresti F. et Gregni A. M., « La guerra di liberazione algerina », art. cité, pp. 69-71.

²⁰ Bourouiba B., *Les syndicalistes algériens, op. cit.*, p. 351.

dans les locaux romains de la CGIL²¹. Rahmoune Dekkar et Abdelkader Maâchou²² participent au nom de l'UGTA. Ils sont reçus par une large délégation italienne formée d'Agostino Novella, Fernando Santi, Luciano Romagnoli, Vittorio Foa et Rinaldo Scheda – membres du secrétariat – Bruno Trentin et Eligio Biagioni – membres du Bureau Relations Internationales. Après les déclarations communes, publiées dans la rubrique consacrée à la solidarité internationale de l'organe officiel de l'UGTA, *L'Ouvrier algérien*²³, un « document interne » fait état des décisions prises par les deux organisations. Le secrétariat de l'UGTA avait d'ailleurs signalé à Biagioni, en octobre 1958, son intention d'envoyer une délégation en Italie, indiquant que beaucoup de travailleurs algériens nécessitant de l'aide transitaient déjà par l'Italie en direction de Tunis²⁴.

En premier lieu, l'accord établit des facilités de passage pour les travailleurs algériens à Rome. Deuxièmement, la CGIL s'engage à mettre en place une aide pour les réfugiés algériens au Maroc et en Tunisie²⁵, à soutenir les orphelins algériens et à renforcer la propagande, les contacts et la formation syndicale. En ce qui concerne le « transit », le texte de l'accord précise ce qui suit :

La CGIL s'engage à apporter une aide aux travailleurs algériens contraints de quitter la France du fait de la répression et transitant légalement par Rome (nourriture, logement et éventuellement une petite aide financière). Les camarades travailleurs algériens qui se présenteront à la CGIL seront munis d'une attestation dûment signée et délivrée par un représentant qualifié de l'UGTA (papier en tête et cachet de la Centrale). Cette aide sera fournie durant la période nécessaire aux formalités de transit.²⁶

Parallèlement, des recommandations confidentielles sont formulées par Eligio Biagioni à l'adresse du secrétariat de la CGIL. Il suggère de signer des contrats avec une ou deux pensions de la capitale italienne, qui pourraient accueillir les travailleurs en transit avec un simple « bon d'achat préétabli » émis par la CGIL, ainsi que la mise en place d'un système de contrôle des certificats des Algériens en transit. Environ cent-vingt travailleurs algériens devraient passer par Rome chaque année, pour un coût total de 720 000 liras. Sous l'impulsion du bureau du FLN de Rome et de la direction de l'UGTA, se constitue ainsi une filière italienne d'exfiltration des travailleurs algériens vers l'Afrique du Nord.

Le témoignage du syndicaliste Mahfoud Zefouni, recueilli par Bourouiba, permet d'avoir un aperçu du fonctionnement concret de la filière d'exfiltration mise en place par l'UGTA en Italie :

Les militants syndicalistes libérés des camps et des prisons en Algérie ou en France continuent de rallier, dès que cela leur est possible, la Tunisie afin de se mettre au service de la « Révolution ». Muni d'une fausse carte d'identité, sans un sou en poche, Zefouni franchit la frontière franco-suisse. Au BIT, à Genève, un service a la charge de secourir ce type de réfugié. Il lui sera remis une petite somme d'argent et l'adresse d'un avocat. Entre-temps, il parvient à informer Tayeb Boulahrouf de sa présence à Genève. [...] À son passage à Rome Mahfoud obtiendra, sans difficultés, un passeport tunisien.²⁷

Grâce au resserrement des relations entre l'UGTA et la CGIL, et à une certaine souplesse des autorités italiennes, Rome devient un espace de circulation accueillant, favorisant ainsi le renforcement des liens entre les deux organisations. Cette conjoncture favorable facilite la diffusion des mots d'ordre anticolonialistes et la mise en place d'initiatives solidaires qui se propageront rapidement dans la Péninsule.

²¹ Anna Bozzo et Bruna Bagnato font mention de cet accord, sans toutefois s'attarder sur son contenu. Bozzo Anna (1985), « Le rôle des communistes italiens pendant la guerre de libération nationale. Évaluations des événements, élaboration théorique, mobilisation et action politique », in Touili Mohamed (dir.), *Le Retentissement de la Révolution algérienne*, Alger, ENAL, pp. 186-195 ; Bagnato B., « Le Parti communiste italien », art. cité, p. 154.

²² Abdelkader Maachou (1938) : Militant du FLN et dirigeant UGTA. En 1957, il met en place la fédération marocaine du syndicat, avant de devenir l'un des coordinateurs de la section étrangère du syndicat, s'occupant particulièrement des relations diplomatiques avec le BIT, la Fédération syndicale mondiale et la CGT : Gallissot René (dir.) (2006), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier : Maghreb. Algérie, engagement sociaux et question nationale*, Ivry-sur-Seine, L'Atelier.

²³ « Les travailleurs italiens et l'Algérie », *L'Ouvrier algérien*, 3(3), février 1959.

²⁴ Archives de la Confederazione italiana generale del lavoro (ACGIL), Rome, Bureau international, Solidarité à l'Algérie 1958-61, lettre du Secrétariat de l'UGTA à Eligio Biagioni, 24 octobre 1958.

²⁵ L'UGTA s'occupe de l'aide et de l'assistance aux 300 000 Algériens environ qui ont trouvé refuge au-delà des frontières marocaine et tunisienne. La crise des réfugiés sera un levier fondamental pour « l'internationalisation » de la question algérienne, surtout dans les pays du bloc occidental : Pas Niek (2013), « Sauvez un enfant ». Le soutien humanitaire néerlandais aux réfugiés algériens pendant la Guerre d'Algérie, 1954-1962 », *Insaniyat*, 65-66, pp. 143-157 ; Tarradellas Anton (2018), « La Guerre d'Algérie et l'expansion du système de protection internationale des réfugiés (1957-1962) », *Relations internationales*, 176, pp. 105-118 ; Rahal Malika et White Benjamin Thomas (2022), « UNHCR and the Algerian War of Independence : Postcolonial Sovereignty and the Globalization of the International Refugee Regime, 1954-63 », *Journal of Global History*, 17 (2), pp. 331-352.

²⁶ ACGIL, Bureau international, A037, correspondance diverse, Document interne, 26 janvier 1959.

²⁷ Bourouiba B., *Les syndicalistes algériens*, op. cit., pp. 358-59.

Soutenir l'UGTA, éduquer les travailleurs à l'anticolonialisme : de la solidarité à la mobilisation générale

À la suite des accords conclus à Rome, se renforce l'engagement de la CGIL envers l'UGTA en matière d'aide et d'assistance. Les archives du syndicat témoignent des initiatives de solidarité et de la mobilisation qui s'étend sur l'ensemble du territoire national, fruit de la coordination entre le BRI de la CGIL et le secrétariat tunisois de l'UGTA.

L'envoi d'un fourgon Alfa Romeo 2 et de 5 000 cahiers d'écoliers vers le Maroc, demandés par l'UGTA dans le cadre de son programme d'aide aux réfugiés, fait suite aux accords établis à Rome. L'interdiction à l'exportation du véhicule et du matériel scolaire, prononcée par le ministère des Affaires étrangères italien sous le prétexte que l'UGTA ne serait pas une organisation syndicale reconnue²⁸, est contournée grâce à un envoi effectué à titre personnel. La fourgonnette, arborant la mention « Don de la Confédération générale italienne du travail à l'Union générale des travailleurs d'Algérie », peut ainsi être acheminée vers le port de Casablanca, le 24 décembre 1959²⁹. Manque de chance pour la fédération marocaine de l'UGTA³⁰, quelques mois plus tard, lors d'un déplacement à la maison d'enfants de Khemisset, le pare-brise du fourgon³¹ finira par se briser. Dans la mesure où il s'agissait du seul Alfa Romeo 2 du Maroc, il faudra attendre le passage d'un cadre de l'UGTA par Rome pour que la pièce de rechange puisse traverser la Méditerranée. Le simple envoi d'un véhicule représente un enjeu majeur dans le contexte du siège imposé par les autorités françaises aux organisations algériennes établies en Tunisie et du Maroc. Le rapport avec la CGIL est un des éléments constitutifs de la mosaïque dessinée par l'UGTA sur le plan international, permettant aux Algériens de perfectionner la stratégie de contournement de l'Hexagone, prônée par la direction de l'UGTA après 1958³². Peut ainsi reprendre la distribution de 100 exemplaires du journal *El Moudjahid* vers les pays de l'Europe de l'Est, évitant le passage de la correspondance par Paris³³. De la même manière, la jeune Nadia Oussedik³⁴, nécessitant des soins orthopédiques urgents, et « ne pouvant pas se rendre en France »³⁵ est accueillie au frais de la fédération de la CGIL de Bologne par l'entremise du docteur Michel Martini. Médecin affilié au FLN de Tunis, Martini recommande Nadia Oussedik au chirurgien Oscar Scaglietti, un ancien résistant bolognais qui prodiguait des soins aux maquisards antifascistes pendant la Seconde Guerre mondiale³⁶, fournissant désormais des prestations sanitaires au FLN. D'ailleurs, Martini connaît bien le contexte italien : exfiltré d'Alger à Tunis via Rome en 1957, il a tissé des liens avec les milieux antifascistes péninsulaires³⁷.

Ce n'est qu'à partir de l'automne 1960 que la machine solidaire mise en place par la CGIL commencera à fonctionner à plein régime. Après avoir expérimenté, pendant l'été 1960, une « campagne nationale de solidarité avec les travailleurs d'Afrique », pour laquelle le BRI du syndicat demande à l'UGTA 100 copies de son organe officiel *L'Ouvrier algérien*³⁸, destinées à la formation des cadres territoriaux, la direction de la CGIL annonce le début d'une vaste mobilisation. En vue de la journée internationale de solidarité avec l'Algérie, qui se tiendra du 2 au 4 décembre 1960, le syndicat lance une action unitaire en collaboration avec les organisations estudiantines coordonnées par l'Unione nazionale universitaria rappresentativa italiana (UNURI) ainsi que les deux principales centrales syndicales du pays : la Confederazione italiana sindacati lavoratori (CISL) de tendance catholique, et l'Unione italiana lavoratori (UIL) d'inspiration social-démocrate.

²⁸ Archives du ministère des Affaires étrangères italien (AMAE), Rome, Direzione generale affari politici - III, 3, Telespresso n° 13/01088/172, « Dono alla Unione generale lavoratori algerini », 25 mai 1959.

²⁹ ACGIL, 175 « Solidarité à l'Algérie », E. Biagioni à UGTA Rabat, 28 décembre 1959.

³⁰ En dehors des frontières françaises et algériennes, l'UGTA gère davantage l'aide aux réfugiés algériens installés en Tunisie et Maroc à travers les fédérations locales respectives. La gestion des maisons d'enfance et de l'assistance sont des prérogatives de l'UGTA. Bous-sion Samuel (2 novembre 2023), « Un "printemps aux frontières". En Tunisie et au Maroc, des maisons pour les enfants algériens réfugiés », *Orient XXI*. En ligne, consulté le 27 septembre 2024. URL : <https://orientxxi.info/magazine/un-printemps-aux-frontieres-en-tunisie-et-au-maroc-des-maisons-pour-les-enfants>, 6840.

³¹ ACGIL, 175, lettre de l'UGTA Rabat à E. Biagioni, Rabat, 19 avril 1960.

³² Bourouiba B. *Les syndicalistes algériens*, op. cit., p. 351.

³³ ACGIL, 175, lettre de l'UGTA à Bri CGIL, sans date.

³⁴ Il pourrait s'agir de la sœur aînée de la sociologue Fatma Oussedik, qui occupait le poste de documentaliste au sein de l'organe du FLN *El Moudjahid*, à Tunis : Fatma Oussedik (2016), « À la recherche de Houria », *Quaderns de la Mediterrània*, 23, pp. 85-97.

³⁵ ACGIL, 175, lettre d'E. Djilani à E. Biagioni, 15 avril 1960.

³⁶ « Oscar Scaglietti », *Storia e Memoria di Bologna*. En ligne, consulté le 14 juin 2024. URL : <https://www.storiaememoriadibologna.it/archivio/persona/scaglietti-oscar>.

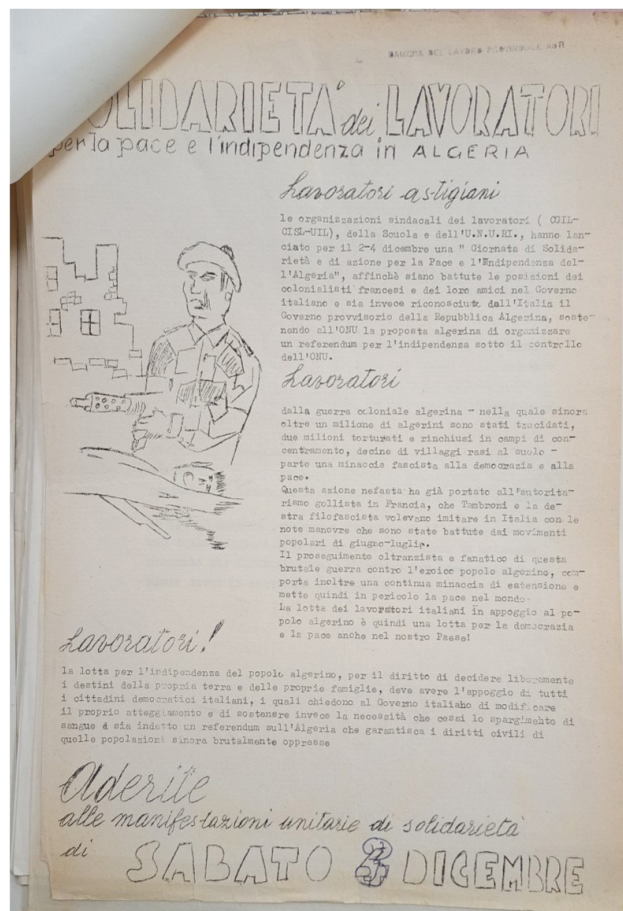
³⁷ Martini Michel (1997), *Souvenirs algériens, vol. I. L'Algérie française*, Paris, Biotem, pp. 561-565.

³⁸ ACGIL, 175, lettre de S. Levvero au secrétariat de l'UGTA, 25 juin 1960.

Une circulaire émanant du BRI énonce les objectifs d'une telle démarche : témoigner de la solidarité envers le mouvement syndical algérien et surtout exercer une pression sur le gouvernement italien, allié de la France³⁹. La première campagne nationale, à laquelle toutes les Camere del lavoro provinciales – l'équivalent des bourses du travail françaises – sont invitées à participer, joue un rôle crucial dans la mise en avant de la question algérienne dans le débat public.

La mobilisation s'étale au-delà des frontières des grandes villes italiennes, parvenant à toucher les petites agglomérations urbaines. C'est par exemple le cas de Foggia, dans les Pouilles, où des affrontements avec les néofascistes du Mouvement social italien sont signalés⁴⁰, ainsi que de la ville d'Asti, en Piémont. La bourse du travail locale diffuse un tract dessiné à la main, représentant un parachutiste de l'armée française lourdement armé, trônant sur un cadavre parmi les ruines d'une ville algérienne. Cela témoigne de la propagation de cet imaginaire, jusqu'aux territoires périphériques du pays.

Illustration n° 1. « Solidarité des travailleurs pour la paix et l'indépendance en Algérie », bourse du travail, Asti, décembre 1960



Source : ACGIL, carton 175 « Solidarité à l'Algérie »

³⁹ ACGIL, 175, circulaire du BRI n° 1808 du 24 novembre 1960, Invio schema per giornata in solidarietà con l'Algeria, p. 1.

⁴⁰ ACGIL, 175, lettre de la Camera del lavoro di Foggia au secrétariat de la CGIL, 6 décembre 1960.

Le 3 décembre a lieu à Florence l'un des moments forts de cette mobilisation. Dans une salle de l'université, face à 400 personnes, Nourreddine Skander prononce un discours, qui sera retranscrit dans l'édition de janvier 1960 de *L'Ouvrier Algérien*. La volonté de consolider le lien transméditerranéen qui relie les deux organisations, ainsi que l'importance de la solidarité internationale pour l'UGTA sont mis en avant par le syndicaliste algérien :

Camarades, [...] c'est pour nous une fierté et un encouragement précieux de constater tout l'intérêt que vous portez à la lutte du peuple algérien dont la classe ouvrière et la paysannerie sont l'avant-garde consciente [...]. Notre lutte est, en effet, la vôtre et les idéaux pour lesquels tombent nos camarades algériens sont ceux-là mêmes qui vous animent. [...] Le Peuple et les Travailleurs Algériens comptent d'abord et surtout sur eux-mêmes, mais ils comptent aussi sur la Solidarité de tous les Peuples au premier rang desquels ils placent leurs voisins. Ceux qui les comprennent d'autant mieux qu'ils ont une longue tradition de lutte contre le colonialisme et l'impérialisme⁴¹.

Les festivités de fin d'année 1960 marquent le début de la collecte de fonds au profit de l'UGTA. Le secrétariat de la CGIL informe que « le mouvement de solidarité en faveur des enfants des combattants de l'indépendance algérienne » a été bien lancé et que la collecte de fonds dépassera probablement les 350 000 liras, auxquelles s'ajoutent 100 kg de dons en nature⁴². La somme en argent sera récupérée par le « camarade Mohamed Chenaf », lors d'un prochain passage à Rome⁴³. Parallèlement, les deux organisations syndicales renforcent leurs relations dans le domaine de l'aide aux blessés : à la demande du docteur Martini, un ancien combattant de l'Armée de libération nationale (ALN) algérienne, Ahmed Djilel, amputé d'une jambe et nécessitant une prothèse, est accueilli à Milan aux frais de la CGIL⁴⁴.

En 1961, les voyages accomplis par les délégations italiennes et algériennes entre Rome et Tunis se multiplient. Au cours de l'été, le BRI de la CGIL finance un programme de formation syndicale à Tunis, auquel les « camarades députés Dipaolantonio et Mogliacci » prennent part⁴⁵. Leur séjour dans la capitale tunisienne est l'occasion, pour l'UGTA, de solliciter l'intensification de l'aide matérielle aux réfugiés et la tenue de stages syndicaux destinés aux travailleurs algériens⁴⁶. Une délégation algérienne, comprenant Rahmoune Dekkar et Rabah Djefal, se rend à son tour en Italie du 30 octobre au 4 novembre. En plus des réunions avec les représentants de la CGIL, les membres de l'UGTA assistent à une cérémonie en mémoire des victimes du massacre nazi des Fosses Ardeatines à Rome, interviennent lors d'une manifestation du Comité anticolonialiste italien et se rendent à Modène pour visiter une coopérative et échanger avec les travailleurs⁴⁷. Dans sa lettre de remerciements adressée aux Algériens, le secrétaire général, Agostino Novella, précise le sens de la mobilisation de la CGIL pour l'Algérie, qui était alors en pleine phase d'intensification :

Cela a été une joie et un honneur pour nous tous de recevoir une délégation de l'UGTA, et d'exprimer [...] non seulement le caractère d'une protestation spontanée contre les atrocités, l'oppression, l'exploitation du colonialisme, mais aussi le sens d'une appréciation, politiquement consciente, du grand apport que ces luttes constituent pour la lutte générale contre l'impérialisme et pour la paix⁴⁸.

La politisation de la question algérienne répond simultanément à deux enjeux majeurs. D'un côté, elle permet à la CGIL de se positionner en tant qu'avant-garde anti-impérialiste sur la scène internationale. D'un autre, au sein du syndicat, cette politisation est motivée par des exigences pédagogiques visant à sensibiliser les travailleurs à l'anticolonialisme. Il ne s'agit pas seulement de promouvoir une campagne de solidarité envers un peuple opprimé, mais de poser les bases d'une relation structurée entre les deux organisations syndicales pour les années à venir. Tant la direction de l'UGTA que celle de la CGIL semblent désormais conscientes de la valeur cruciale de la solidarité internationale pour l'issue de la guerre.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² ACGIL, 175, lettre du secrétariat de la CGIL au secrétariat de l'UGTA, 14 janvier 1961.

⁴³ ACGIL, 175, lettre du secrétariat de l'UGTA à CGIL, 17 février 1961.

⁴⁴ ACGIL, 175, lettre d'A. Maachou à S. Levvero, 3 mai 1961.

⁴⁵ ACGIL, 175, lettre de S. Levvero au secrétariat de l'UGTA, 28 juin 1961.

⁴⁶ ACGIL, 175, lettre d'E. Djilani à S. Levvero, 17 juillet 1961.

⁴⁷ ACGIL, 175, Programme du séjour de la délégation algérienne, sans date.

⁴⁸ ACGIL, 175, lettre d'A. Novella au Secrétariat de l'UGTA, 20 novembre 1961.

En janvier 1962, la campagne de la CGIL connaît une accélération, avec la diffusion capillaire d'un timbre solidaire, vendu à 50 lire dans les lieux de travail. Deux mains se serrant entre les cartes stylisées de l'Algérie et de l'Italie symbolisent l'unité des deux peuples méditerranéens. L'objectif de cette initiative est de soutenir financièrement l'UGTA tout en mobilisant les travailleurs sur le terrain. Simultanément, les visites des dirigeants algériens dans le territoire italien se multiplient.

Illustration n° 2. Reproduction du timbre solidaire émis par la CGIL



Source : « Nuova generazione », hebdomadaire de la Federazione Giovanile Comunista Italiana, 19 janvier 1962

Une nouvelle visite en Italie des représentants algériens est programmée à partir du 8 janvier. Cette fois-ci, elle se déroulera dans les grandes usines situées dans les villes du nord. Au programme, une série de réunions qui auront lieu en présence des Algériens dans les bourses du travail de Turin, Gênes et Milan, ainsi qu'une visite de certains sites de production de la région : l'usine Olivetti à Ivrea et les chantiers navals de Gênes⁴⁹. Confrontée aux incertitudes de l'UGTA, qui, faute d'effectifs, propose un plan de voyage réduit, la CGIL persiste en sollicitant l'intervention du représentant italien du GPRA, Tayeb Boulahrouf :

Nous comprenons parfaitement vos difficultés et nous nous excusons de notre insistance. S'il s'agissait d'une simple souscription, nous ne vous aurions pas demandé de soustraire des camarades à vos engagements certainement nombreux et importants, pour ne faire en quelque sorte que du « battage publicitaire ». En réalité, notre campagne tend à développer la conscience de lutte des travailleurs italiens sur le plan anticolonial, dans l'esprit de toute notre orientation [...]. Pour cette raison, nous nous sommes permis de nous adresser [...] à la mission du GPRA en Italie⁵⁰.

Mohamed Chenaf et Ali Kara se rendront finalement en Italie, suivant l'itinéraire initialement prévu par la CGIL⁵¹. La mobilisation générale lancée début 1962 fait de la question algérienne l'une des lignes stratégiques principales du syndicat. Non sans obstacles : les échanges entre les organismes centraux et les bourses du travail locales illustrent les difficultés rencontrées par le BRI dans son œuvre de persuasion. La question algérienne peine à s'affirmer dans certains territoires et l'objectif des 25-30 millions de lire à collecter pour les Algériens, comme initialement prévu, doit être revu à la baisse⁵². Néanmoins, malgré les obstacles rencontrés et les interdictions imposées par la police concernant l'organisation de nouvelles réunions avec les délégués algériens, la campagne de la CGIL remporte un succès relatif. Le montant total collecté s'élève à 17 millions de lire⁵³, dont 1 million recueilli par les organisations estudiantines⁵⁴.

⁴⁹ ACGIL, 175, Projet de programme de la délégation de l'UGTA (dans le cadre de la campagne de solidarité de la CGIL), janvier 1962.

⁵⁰ ACGIL, carton 176, Solidarité à l'Algérie 1962-65, lettre de S. Levvero au secrétariat de l'UGTA, 5 janvier 1962.

⁵¹ ACGIL, carton 176, lettre d'A. Yata à S. Levvero, 8 janvier 1962.

⁵² ACGIL, carton 176, BRI de la CGIL aux chambres du travail, 30 janvier 1962.

⁵³ Environ 250 000 euros, actualisés en rapport à l'inflation.

⁵⁴ ACGIL, carton 176, lettre de S. Levvero au secrétariat de l'UGTA, 10 juillet 1962.

La mobilisation générale en solidarité aux travailleurs algériens se nourrit de la multiplication des échanges entre les deux rives de la Méditerranée. Les déplacements fréquents des membres de l'UGTA en Italie et les visites régulières des délégations de la CGIL en Tunisie permettent la construction d'un mouvement de solidarité concret. De la même manière, cette rencontre syndicale transméditerranéenne consolidera l'alliance entre le syndicat algérien et la CGIL, qui en devient le partenaire principal au sein du camp occidental, favorisant ainsi le rapprochement entre l'UGTA et les syndicats de tendance socialiste dans le domaine international.

« Une ligne africaine de développement » : la CGIL, l'UGTA et le syndicalisme panafricain

La décolonisation a entraîné un bouleversement des équilibres du mouvement syndical à l'échelle mondiale, figés depuis le schisme de 1949 entre la Fédération syndicale mondiale, de tendance socialiste et basée à Prague, et la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), anticomuniste et établie à Bruxelles. Incontestablement dominé par la CISL, le Maghreb suit ce schème, et l'UGTA adhère à la centrale bruxelloise dès 1956. Cependant, comme l'a souligné récemment Von Bülow, le topos de l'anticommunisme ne suffit pas à expliquer la posture internationale des syndicats maghrébins sortant de la période coloniale. En s'écarter des interprétations traditionnelles, ancrées à une vision bipolaire de la Guerre froide⁵⁵, elle démontre que l'action des syndicalistes des pays de ce qui était alors appelé le Tiers-Monde a réussi à désorienter les acteurs internationaux, qui doivent faire face à de nouvelles exigences posées par les mouvements de libération nationale⁵⁶. La situation évolue rapidement avec la montée en puissance des mouvements anticoloniaux en Afrique. La « pléiade d'organisations » syndicales créées sur le continent africain à la suite des déclarations d'indépendance, et plus précisément l'émergence du débat sur le panafricanisme dans le monde syndical, alimente des positionnements nouveaux et favorise le dépassement des anciens clivages hérités du contexte métropolitain⁵⁷. La Guerre d'Algérie ne fait pas exception.

Au sein de la FSM, dont la CGIL est membre depuis sa création, le soutien aux nationalistes algériens s'organise par le biais du Comité international de solidarité avec le peuple et les travailleurs d'Algérie. En septembre 1958, une réunion du Comité est organisée au Caire, à laquelle Pio La Torre représente le syndicat italien⁵⁸. Dans son récit de voyage, il relate en détail les discussions qui ont eu lieu entre la direction de la FSM et les représentants des syndicats arabes, organisés au sein de l'International confederation of Arab trade unions. La proposition de créer un secrétariat permanent du Comité au Caire, présentée par ces derniers, est refusée par la FSM, qui tente d'imposer une structure centralisée basée à Prague. La Torre exprime son désaccord, incitant la CGIL à adopter une attitude plus réceptive envers les demandes des syndicats arabes⁵⁹.

La ligne prônée par La Torre sera mise en œuvre et, dès 1958, la direction de la CGIL s'engagera dans l'élaboration d'une stratégie axée sur le soutien à l'autonomie des syndicats africains. La relation avec l'UGTA est utilisée comme un banc d'essai : les accords conclus en janvier 1959 et la mobilisation qui a eu lieu dans les territoires entre 1960 et 1962 semblent être le résultat de cette nouvelle perspective que le syndicat s'efforce de promouvoir à l'échelle mondiale. Au printemps 1961, la Conférence de Casablanca décrète la création de l'Internationale syndicale panafricaine. Pour la CGIL, il s'agit d'une bonne occasion pour consolider les réflexions théoriques et les engagements pratiques expérimentés dès 1958. À Casablanca, la controverse concernant la désaffiliation des syndicats africains de la CISL et de la FSM avait été tranchée par les interventions de Mahjoub Ben Seddik de l'Union marocaine du travail et de Maâchou, de l'UGTA :

⁵⁵ Pour une critique du paradigme classique de la Guerre froide, voir : Westad Odd Arne (2007), *The Global Cold War. Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press.

⁵⁶ Von Bülow Mathilde (2019), « Beyond the Cold War : American Labor, Algeria's Independence Struggle, and the Rise of the Third World (1954-62) », *Journal of Social History*, 52 (2), pp. 454-486.

⁵⁷ Blum Françoise (2013), « Syndicalistes croyants et panafricains : réseaux des années 1960 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 119, pp. 99-112.

⁵⁸ Pio La Torre (1927-1982) : secrétaire régional du syndicat en Sicile et ensuite député communiste. Il sera assassiné par la mafia sicilienne en 1982.

⁵⁹ *Ibid.*

Nous sommes pour un syndicalisme authentique, qui n'est pas un corporatisme stérile. Nous sommes pour l'unité à l'échelle nationale et continentale. Nous sommes également pour l'indépendance du Mouvement Syndical, et contre toutes les ingérences étrangères quelles qu'elles soient dans les affaires strictement africaines. [...] Nous tendons la main à tous les travailleurs de par le monde, car nous nous battons sur le même front contre le même ennemi qu'il s'appelle colonialisme, néocolonialisme ou impérialisme⁶⁰.

L'éditorial publié dans le même numéro de *L'Ouvrier algérien* reprend et clarifie les propos de Maâchou : « Affiliation aux centrales internationales ou désaffiliation, ne revêt plus l'importance qu'on lui a attribué. Sauf si l'affiliation signifie domestication. [...] Ce sont les rapports et les échanges existants entre les hommes qui importent le plus et non ces liens organiques⁶¹. » Les membres du BRI de la CGIL Tagliazucchi et Rosso, qui assistent à la Conférence de Casablanca en tant qu'observateurs, expriment une évaluation positive, voire enthousiaste, de la position adoptée à propos de l'autonomie syndicale africaine. Le triomphe du non-alignement par rapport à la FSM et à la CISL est considéré comme un succès marquant :

La Conférence panafricaine a été un événement dont l'ampleur est historique [...]. Malgré les vides et les nébulosités qu'elle démontre, on ne peut pas l'accuser de « confusionnisme » ; elle exprime, même dans ses insuffisances, une position africaine, une problématique africaine, une ligne africaine de développement. [...] Il nous semble que la position de neutralisme positif sur laquelle s'est engagée la Conférence ait un sens nettement anti-impérialiste et progressif. [...] Spécialement parce qu'elle se réfère aux « blocs » plus qu'aux systèmes et aux idéologies relatives, et dans ce sens elle est nettement contre le système et l'idéologie de l'impérialisme. [...] Elle est, en réalité [...] l'expression d'une précise intention de se développer selon des lignes idéologiquement autonomes⁶².

La critique aux organisations syndicales internationales existantes représente, aux yeux de Tagliazucchi et Rosso, la force principale de la nouvelle organisation panafricaine. L'autonomie du mouvement syndical africain est la condition nécessaire pour tisser de nouveaux liens, susceptibles de déplacer le centre de l'axe Est-Ouest vers la ligne directrice Sud-Nord :

La Charte de Casablanca a posé des limites claires aux rapports internationaux, en démasquant toute manœuvre et en obligeant les trois centrales syndicales internationales à prendre une position précise, non en fonction de tel ou tel groupe syndical, mais de toute l'Afrique syndicale et de ses exigences de dignité et d'autonomie ; enfin elle a posé des termes clairs sur la physionomie et sur les modalités de développement du syndicalisme africain. Quel que soit l'avenir de la Panafricaine comme organisation, ces termes ne peuvent pas être effacés⁶³.

Cette thèse sera développée quelques années plus tard par un autre membre du BRI de la CGIL, Silvano Levvero, dans le périodique d'orientation du syndicat. Levvero clarifie *ex post* l'analyse du syndicat italien concernant les rapports Sud-Nord, à partir des positions exprimées par l'UGTA sur l'incompatibilité des luttes menées par les syndicats des pays coloniaux et par ceux des pays européens :

La lutte contre le néocolonialisme ne peut pas remonter au mécanisme d'exploitation et de domination monopolistique. Ce dernier, alors qu'il frappe les pays sous-développés, détermine des nouvelles impulsions expansives dans l'économie capitaliste, il augmente la capacité de profit et de « pouvoir » du capitalisme monopolistique, il tend à renforcer le système. Il renforce, en définitive, ses capacités de domination sur la classe ouvrière et sur la société dans son ensemble à l'intérieur du pays industrialisé capitaliste. La lutte contre le néocolonialisme touche, donc, des intérêts de classe directs des travailleurs des pays capitalistes : par conséquent, ce n'est pas un acte solidaire, ni génériquement anti-impérialiste, mais elle est partie intégrante de la lutte antimonopolistique que nous combattons dans nos pays. Il émerge ainsi la nécessité d'une action commune⁶⁴.

Désormais pleinement engagés dans le débat sur le syndicalisme africain, perçu comme complémentaire par rapport à celui du mouvement syndical européen, les représentants du BRI de la CGIL s'efforcent de développer une approche susceptible de surmonter certaines rigidités au sein de la FSM et de remettre en question la distance entre les centrales syndicales métropolitaines et celles des colonies ou des anciennes colonies européennes.

⁶⁰ Rédaction, « Déclaration de l'UGTA au congrès constitutif de la FSPA (par le camarade Maâchou) », *L'Ouvrier algérien*, Juin 1961, pp. 4-5.

⁶¹ *Ibid.*, p. 3.

⁶² ACGIL, BRI, 037, « Action pour la paix en Algérie et contre le néocolonialisme », Tagliazucchi et Rosso, *Relation sur la conférence panafricaine*, 14 juin 1961.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Levvero Silvano (1964), « Il neocolonialismo è l'avversario comune dei sindacati dei paesi europei e dei paesi sottosviluppati », *Quaderni di rassegna sindacale*, 5, p. 80.

Après Casablanca et la fondation de la Panafricaine, se tient à Moscou le V^e Congrès de la FSM, entre le 4 et le 15 décembre 1961. Les Italiens saisissent cette occasion pour régler les différends avec la direction de la centrale syndicale internationale basée à Prague⁶⁵. Les dissensions latentes, qui s'étaient développées autour de la question des relations avec les syndicats des « pays coloniaux ou dépendants », éclatent violemment lors du rendez-vous moscovite. Les propositions italiennes, visant à mettre l'accent sur l'ouverture envers les organisations non strictement affiliées à la FSM, dans le but d'intensifier les échanges avec les syndicats affiliés à la Panafricaine, sont rejetées par le secrétaire général Louis Saillant. Lors de la plénière, la communication de Novella, celle de Ali Yahia Abdenmour – pour l'UGTA –, et celle de Léon Mauvais – de la CGT – se succèdent les unes après les autres. Le problème du rapport avec le « Tiers-Monde » et de la configuration internationale nouvelle ouverte par la décolonisation sont évoqués :

Nous voyons encore une limitation de notre action dans l'insuffisance de notre lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme. [...] Le soutien des travailleurs italiens et de la CGIL aux luttes de libération nationales des peuples opprimés par l'impérialisme n'a point manqué et ne manque point. [...] Mais ce qui nous laisse peu satisfaits, c'est encore l'absence d'une convergence concrète et substantielle entre les objectifs de notre action et les objectifs des pays sous-développés en lutte pour leur libération politique et économique. [...] Il s'agit là d'un engagement qui devrait être examiné également à l'échelle internationale, et surtout européenne, mais que nous ne voyons pas suffisamment pris en considération⁶⁶.

La communication de Ali Yahia Abdenmour fait suite à celle de Novella. Il aborde le problème de l'unité du mouvement syndical international à la suite de la création de la Panafricaine : « Les efforts que nous déployons pour développer la solidarité africaine et la réalisation de l'unité syndicale africaine, vont dans le sens du rapprochement et de la réunification du mouvement syndical mondial »⁶⁷. Cependant, la position défendue par la CGIL, qui voit dans le « Tiers-Monde » l'un des leviers pour la réunification possible du mouvement syndical à l'échelle mondiale, ne sera pas retenue. Les déclarations de Mauvais et d'Ibrahim Zakaria, secrétaire de la FSM pour les questions coloniales, réaffirmeront la ligne orthodoxe de l'organisation, basée sur la rhétorique de l'internationalisme prolétaire, issue du clivage entre l'Est et l'Ouest. Malgré cela, le rapprochement au camp socialiste, par le biais de l'autonomie syndicale au sein de la Panafricaine, se concrétisera avec la désaffiliation définitive de l'UGTA par rapport à la CISL, en 1964.

L'indépendance de l'Algérie, proclamée le 5 juillet 1962, la mise à l'écart de l'aile gauche du FLN et la liquidation des cadres de l'UGTA arrêtent brusquement le processus de rapprochement avec la CGIL, qui s'était développé autant sur le plan militant que théorique⁶⁸. Malgré l'engouement des Italiens pour le nouveau « socialisme algérien » de Ben Bella, les relations entre les deux organisations vont progressivement se détériorer, notamment sous l'effet de la mise à l'écart de la génération protagoniste de la guerre d'indépendance, du bureau tunisien et de ses ramifications internationales. Le lien d'amitié privilégié, qui se tissait dans l'espace transméditerranéen entre les deux organisations, sera durablement compromis.

Retracer l'histoire de la relation entre la CGIL et l'UGTA révèle l'enchevêtrement complexe entres histoires individuelles des militants de base, les camps de détention, les faux documents, le voyage précipité des syndicalistes vers Tunis en passant par Rome et l'histoire de la solidarité anticolonialiste qui se propage dans la Péninsule. Les relations qui se consolident au fil des années de guerre entre les deux organisations sont le préalable pour le développement d'un positionnement théorique qui finit par influencer le débat sur le panafricanisme au sein de la FSM. Ce sont avant tout les expériences concrètes vécues par les militants syndicaux qui donnent forme et substance au débat idéologique du mouvement syndical à l'échelle mondiale. Un travail approfondi reste à faire afin d'éclairer les détails du rapport entre les deux syndicats, dans le cadre des relations complexes et entrelacées qui définissent l'activité des organisations

⁶⁵ La question coloniale n'est qu'un des points de divergence entre la CGIL et les FSM. Pour une contextualisation approfondie de la position de la CGIL au niveau international, voir Del Biondo Ilaria (2007), *L'Europa possibile. La CGT e la CGIL di fronte al processo di integrazione europeo (1957-73)*, Rome, Ediesse, pp. 80-90.

⁶⁶ Fédération syndicale mondiale, V^e Congrès syndical mondial. *Compte rendu des travaux. Moscou 4-15 décembre 1961*, pp. 233-34.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 242.

⁶⁸ Mohand-Amer Amar (2012), « L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) dans le processus de transition (1962-1963) », in A. Mohand-Amer et B. Benzenine (dir.), *Le Maghreb et l'indépendance de l'Algérie*, Paris, Khartala, pp. 39-50.

syndicales à l'échelle mondiale, face à l'émergence de l'anticolonialisme au sein du continent africain. Dans tous les cas, l'histoire du rapport entre l'UGTA et la CGIL au tournant des années 1960 reste un exemple saillant de coopération syndicale transnationale et de construction de la solidarité, susceptible de remettre en question la projection spatiale des rapports politiques entre les deux rives de la Méditerranée et certaines catégories analytiques propres à la Guerre froide.

Nicola Lamri

Université polytechnique Hauts-de-France (France)/Università di Bologna (Italie)

Bibliographie

- AGERON Charles-Robert (1989), « Vers un syndicalisme national en Algérie (1946-1956) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 36(3), pp. 450-463.
- AZZI Abdelmadjid (2012), *Le mouvement syndical algérien à l'épreuve de l'indépendance*, Alger, Alger-livres.
- BAGNATO Bruna (2012), *L'Italia e la guerra d'Algeria (1954-1962)*, Soveria Mannelli, Rubbettino.
- BAGNATO Bruna (2021), « Le Parti communiste italien, la gauche italienne et la Guerre d'Algérie », in F. BLUM, M. DI MAGGIO, G. SIRACUSANO et S. WOLIKOW (dir.), *Les partis communistes occidentaux et l'Afrique. Une histoire mineure ?*, Paris, Hémisphères, pp. 145-162.
- BLUM Françoise (2013), « Syndicalistes croyants et panafricains : réseaux des années 1960 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 119, pp. 99-112.
- BOUAYED Anissa (1985), « *La CGT et la Guerre d'Algérie* », thèse de doctorat, Université Paris VII.
- BOUCHAMA Kamel (2014), *Le mouvement ouvrier et syndical en Algérie 1884-1962*, Alger, Juba.
- BOUROUIBA Boualem (1998), *Les syndicalistes algériens. Leur combat. De l'éveil à la libération*, Paris, L'Harmattan.
- BOUROUIBA Boualem (2001), « Réponse de B. Bourouiba. Mise au point », *NAQD*, 14-15, pp. 227-228.
- BOUSSION Samuel (2 novembre 2023), « Un "printemps aux frontières". En Tunisie et au Maroc, des maisons pour les enfants algériens réfugiés », *Orient XXI*. En ligne, consulté le 27 septembre 2024. URL : <https://orientxxi.info/magazine/un-printemps-aux-frontieres-en-tunisie-et-au-maroc-des-maisons-pour-les-enfants,6840>.
- BOZZO Anna (1985), « Le rôle des communistes italiens pendant la guerre de libération nationale. Évaluations des événements, élaboration théorique, mobilisation et action politique », in TOULI MOHAMED (dir.), *Le Retentissement de la Révolution algérienne*, Alger, Enal, pp. 186-195.
- BRANCIARD Michel (1984), *Un syndicat dans la Guerre d'Algérie, la CFTC qui deviendra la CFDT*, Paris, Syros, 1984.
- BRAZZODURO Andrea (2020), « Algeria, Antifascism, and Third Worldism : An Anticolonial Genealogy of the Western European New Left (Algeria, France, Italy, 1957-1975) », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 48(5), pp. 958-978.
- CONNELLY Matthew (2011), *L'arme secrète du FLN. Comment de Gaulle a perdu la guerre d'Algérie*, Paris, Payot.
- CRESTI Federico et GREGNI Anna Maria (2003), « La guerra di liberazione algerina e l'Italia nella visione dei documenti diplomatici francesi », *Oriente Moderno*, 22 (83), pp. 47-94.
- DEL BIONDO Ilaria (2007), *L'Europa possibile. La CGT e la CGIL di fronte al processo di integrazione europeo (1957-73)*, Rome, Ediesse.
- FARES Mohamed (1991), *Aissat Idir. Documents et témoignages sur le syndicalisme algérien*, Alger, Enap/Enal.
- GALLISSOT René (1969), « Syndicalisme et nationalisme : la fondation de l'Union générale des travailleurs algériens, ou du syndicalisme C.G.T. au syndicalisme algérien (1954-1956-1958) », *Le Mouvement social*, 66, pp. 7-50.

- GALLISSOT René (dir.) (2006), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier : Maghreb. Algérie, engagement sociaux et question nationale*, Ivry-sur-Seine, L'Atelier.
- LAMRI Nicola (2023), « Fra memoria della Resistenza e guerra di decolonizzazione algerina : gli italiani e la solidarietà a Henri e Gilberte Alleg », *Italia contemporanea*, 303, pp. 39-65.
- LAMRI Nicola (2024), « Antifasciste e antifascisti italiani di fronte alla guerra di decolonizzazione algerina », in G. Fulveti et A. Ventura (dir.), *Antifasciste e antifascisti. Storie, culture politiche e memorie dal fascismo alla Repubblica*, Rome, Viella, pp. 273-288.
- LIAUZU Claude (1996), « Histoire du travail et du mouvement ouvrier au Maghreb », *Oriente Moderno*, 15 (76)(4), pp. 187-210.
- MARTINI Michel (1997), *Souvenirs algériens, Vol. I. L'Algérie française*, Paris, Biotem.
- MEYNIER Gilbert (2002), *Histoire intérieure du FLN (1954-62)*, Paris, Fayard.
- MOHAND-AMER Amar (2012), « L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) dans le processus de transition (1962-1963) », in A. Mohand-Amer et B. Benzenine (dir.), *Le Maghreb et l'indépendance de l'Algérie*, Paris, Khartala, pp. 39-50.
- MOURLANE Stéphane (2005), « La guerre d'Algérie dans les relations franco-italiennes (1958-1962) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 217(1), pp. 77-90.
- OTTOLINI Tullio (2018), « Dal soutien alla cooperazione. Il terzomondismo in Italia fra il Centro di Documentazione Frantz Fanon e il Movimento Liberazione e Sviluppo », thèse de doctorat, Università di Bologna.
- PAS Niek (2013) « "Sauvez un enfant". Le soutien humanitaire néerlandais aux réfugiés algériens pendant la Guerre d'Algérie 1954-1962 », *Insaniyat*, 65-66, pp. 143-157.
- PLUM Werner (1962), *Gewerkschaften im Maghreb. U.G.T.A.-U.M.T.-U.G.T.A. [Les syndicats au Maghreb. U.G.T.A.-U.M.T.-U.G.T.A.]*, Hanovre, Verl. für Literatur und Zeitgeschehen.
- RAHAL Malika et WHITE Benjamin Thomas (2022), « UNHCR and the Algerian War of Independence : Postcolonial Sovereignty and the Globalization of the International Refugee Regime, 1954-63 », *Journal of Global History*, 17 (2), pp. 331-352.
- RICEPUTI Fabrice (14 novembre 2022), « L'histoire occultée de la grève générale anticoloniale du FLN », *Orient XXI*. En ligne, consulté le 27 septembre 2024. URL : <https://orientxxi.info/magazine/l-histoire-occultee-de-la-greve-generale-anticoloniale-du-fln,6008>.
- ROGGERO Caterina (2022), « The Italian Left and Ben Bella's Authoritarianism in Algeria, Between Unconditional Support and Faint Criticism (1962-1965) », *Journal of Asian and African Studies*, 58(6), pp. 975-1004.
- TARRADELLAS Anton (2018), « La Guerre d'Algérie et l'expansion du système de protection internationale des réfugiés (1957-1962) », *Relations internationales*, 176, pp. 105-118.
- SCOTTI Mariamargherita (2018), *Vita di Giovanni Pirelli. Fra cultura e impegno militante*, Rome, Donzelli.
- VON BÜLOW Mathilde (2016), *West Germany, Cold War, Europe and the Algerian War*, Cambridge, Cambridge University Press.
- VON BÜLOW Mathilde (2019), « Beyond the Cold War : American Labor, Algeria's Independence Struggle, and the Rise of the Third World (1954-62) », *Journal of Social History*, 52 (2), pp. 454-486.
- WEISS François (1970), *Doctrine et action syndicales en Algérie*, Paris, Cujas.
- WESTAD Odd Arne (2007), *The Global Cold War. Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press.